

À PROPOS DES QUESTIONS POSÉES PAR L'ASSASSINAT DE THEO VAN GOGH

RAPPEL DES FAITS

Le 2 novembre, le cinéaste et polémiste néerlandais Theo Van Gogh, 47 ans, est abattu de plusieurs balles puis égorgé et enfin poignardé par un jeune d'origine marocaine, alors qu'il circulait à vélo, à Amsterdam. Il avait reçu des menaces de mort après la diffusion, fin août à la télévision, de son court métrage : « Soumission », censé s'élever contre l'oppression de la femme au nom du Coran. Fondé sur un scénario écrit par la députée libérale d'origine somalienne, Ayaan Hirsi Ali (elle-même sous protection policière permanente depuis la parution de son pamphlet contre « l'arriération de l'islam »), le film avait fait scandale dans la communauté musulmane.

Arrêté par la police après un échange de tirs, le meurtrier présumé est un homme de 26 ans, à la double nationalité marocaine et néerlandaise qui évoluait dans la périphérie d'un groupe de musulmans intégristes. Il ne faisait cependant pas partie des près de 150 islamistes surveillés par les forces de répression du pays.

Environ 20 000 personnes se sont retrouvées, le soir même, au centre d'Amsterdam, pour une manifestation en mémoire de Theo Van Gogh. Les cloches des églises ont sonné et les trains ont fait retentir leurs sirènes. À La Haye, une vingtaine de personnes qui criaient des slogans anti-marocains a été interpellée. Le gouvernement a mis en garde contre toute stigmatisation excessive de l'acte et appelé les municipalités à ouvrir un dialogue avec la communauté musulmane, forte de 900 000 personnes aux Pays-Bas (environ 5,5 % de la population totale du pays ; environ 20 % d'entre eux sont pratiquants) dont le tiers d'origine marocaine.

Depuis, une vingtaine d'attentats antimusulmans a été perpétrée suivis par d'autres visant des églises. Une bombe a explosé à l'aube dans une école primaire islamique d'Eindhoven, causant d'importants dégâts mais sans faire de victimes. Des mosquées de Rotterdam, d'Utrecht, de Breda et de Huizen ont également été visées. Trois d'entre elles ont subi des tentatives d'incendie, deux ont été la cible de cocktails Molotov tandis que deux autres encore ont été recouvertes d'inscriptions insultantes. Des militants d'extrême droite ont organisé plusieurs manifestations à Amsterdam, La Haye et Rotterdam.

Selon plusieurs sondages, 47 % des personnes interrogées se sont dites moins tolérantes envers les musulmans depuis l'assassinat du cinéaste. Toujours selon ces sondages, si des élections avaient lieu cette semaine, le parti populiste, du député (ex-libéral) Geert Wilders, fervent partisan d'une interdiction de l'immigration en provenance de la Turquie et du Maroc, passerait de 1 à 19 sièges au Parlement. Le 9 novembre, les obsèques de Theo Van Gogh ont été retransmises à la télévision et déclarées nationales. Le 10 novembre, les autorités policières ont lancé une opération de grande ampleur à La Haye contre plusieurs intégristes musulmans présumés, retranchés dans un immeuble. Deux personnes ont été arrêtées et trois policiers blessés lors d'un siège qui a nécessité la présence de 200 membres des forces de répression, le bouclage du quartier et la fermeture de l'espace aérien au-dessus de la capitale. La police craignait que l'immeuble ne soit bourré d'explosifs. Les autorités refusent d'établir une relation entre les deux personnes arrêtées et le meurtre du cinéaste. Le 13 novembre, les nazis ont remis ça en détruisant par le feu une mosquée à Helden, petite ville industrielle au nord du Limbourg, dans le sud du pays.

FLORILEGE DE REACTIONS

L'État hollandais se réveille et promet de moins laissez faire : déjà les contrôles de police sont renforcés et on ressort une vieille loi, jamais appliquée jusqu'à maintenant, contre le blasphème. L'État belge, pour sa part, a immédiatement annoncé des restrictions de circulation et le renforcement des contrôles frontaliers. Qui va en pâtir ? Les immigrés, tous les immigrés, musulmans ou pas, dont les déplacements vont être rendus plus difficiles, sans parler des expulsions.

En Allemagne, la classe politique s'interroge sur « *l'intégration des immigrés* » et prépare des mesures supplémentaires de contrôle tandis que les immigrés craignent les réactions de l'extrême-droite beaucoup plus puissante qu'aux Pays Bas.

Si la classe politique patauge et ne voit comme solution que la répression, la vague de réactions touche toute la société hollandaise.

« *Ses opinions sur l'islam étaient effroyables et blessantes, mais rien ne justifiait le meurtre* », a affirmé, le 3 novembre, Ayhan Tonca, porte-parole d'une des principales organisations de la communauté musulmane du pays.

On peut lire dans *Le Monde* du 9 novembre, plusieurs témoignages :

« *Les islamistes me font peur. S'ils n'aiment pas les Pays-Bas, qu'ils s'en aillent !* » « *Le problème, ajoute-t-elle, perplexe, c'est qu'ils ont deux passeports, on ne peut pas les expulser.* »

« *C'est vrai que Theo Van Gogh a insulté les musulmans - il les traitait régulièrement de 'baiseurs de chèvres'. Il adorait la provocation. Mais ce n'était pas une raison pour le tuer. Aux Pays-Bas, la liberté de dire ce que l'on veut, y compris des insultes, est une vieille tradition. Si les gens n'étaient pas contents, pourquoi ne l'ont-ils pas poursuivi en justice ? On ne tue pas quelqu'un à cause de ses idées ou de sa grossièreté. Ceux qui ont assassiné Theo Van Gogh, c'est notre système démocratique qu'ils veulent casser.* »

Une autre affichette, non signée, annonce la fin de la « société multiculturelle » néerlandaise et crie « *Stop à l'islamisation des Pays-Bas !* ». L'islam est accusé de vouloir « conquérir le monde » par la guerre ou les attentats. Plus loin, une main furieuse a griffonné trois lignes pour demander le départ du maire de la ville, Job Cohen, accusé de laissez-faire : « *Assez de bla-bla, il faut agir. La solution : dehors, Cohen !* »

Le climat de malaise et de suspicion qui règne à Amsterdam depuis l'assassinat de Theo Van Gogh touche autant les Néerlandais « de souche », effrayés par le terrorisme islamiste – ce crime est le premier du genre –, que les Néerlandais « d'origine étrangère » qui redoutent les retours de bâton xénophobes. Un fossé s'est creusé, comme entre deux pays au bord d'un conflit.

« *Les gens parlent maintenant en termes de 'nous' et 'eux'... Il y a de la colère, du désespoir et de la honte chez tout le monde.* », note le quotidien *Nederlands Dagblad*.

« *Theo partait de l'idée qu'on pouvait critiquer librement la Bible ou la Torah et il trouvait légitime de faire de même avec le Coran* », souligne Gys Van de Westelaken, coproducteur du film de Van Gogh. « *Theo revendiquait le droit au sacrilège* », ajoute Yoeri Albrecht, journaliste à l'hebdomadaire *Vrij Nederland*, qui a publié, dans son numéro du 6 novembre, le dernier entretien du cinéaste. « *Son truc, c'était de mettre le doigt où ça fait mal. Il n'avait peur de rien ni de personne* », insiste le journaliste, qui soupçonne les autorités, en particulier les services de police, d'avoir « *sous-estimé* » les risques encourus par son ami.

« *Theo Van Gogh était très agressif. Les musulmans ne l'aimaient pas et beaucoup de Néerlandais non plus* », rappelle M. Van Tuyll van Serooskerken, transfuge du parti libéral VVD et cofondateur d'un petit groupe politique, Europe démocratique. « *C'est sur la base de trois principes, la liberté, l'égalité et la fraternité, que notre société doit se construire. Malheureusement – peut-être est-ce un héritage de notre vieux 'système des piliers' ? – le principe de la fraternité n'est pas très fort aux Pays-Bas. Et notamment avec les musulmans.* », regrette M. Van Tuyll van Serooskerken. « *J'espère qu'on ne prendra pas prétexte de cette tragédie pour réduire la liberté d'expression.* »

Aux Pays-Bas, les statistiques divisent la population en deux : les « autochtones » et les « allogènes » nés à l'étranger ou nés aux Pays-Bas avec au moins un parent né à l'étranger ; ainsi trois millions d'habitants sur une population totale de 16 millions sont donc considérés comme allogènes. Outre 750 000 Européens, 350 000 immigrés viennent de Turquie et 300 000 du Maghreb tandis que 300 000 sont originaires du Surinam. Habitants le centre-ville à l'exception d'Amsterdam où ils résident aussi dans des banlieues dortoirs, la classe ouvrière immigrée d'origine turque ou maghrébine se retrouve occupée principalement dans l'industrie, le BTP ou les emplois non-qualifiés des services.

La discrimination entre autochtones et allogènes ne fonctionne ni pour l'emploi, ni pour le logement, ni pour les services de santé mais les immigrés sans papiers, qui occupent les emplois dont les locaux ne veulent plus, n'y ont pas accès. Si les immigrés qui avaient décidé de militer allaient traditionnellement vers les partis vert ou social-démocrate, ils adhèrent également depuis peu aux partis chrétien-démocrate ou libéral conservateur, signe d'intégration dans les classes moyennes.

Arrivés de Turquie et du Maroc dans les années 1960, justement, les « musulmans » des Pays-Bas représentent aujourd'hui une très forte minorité. *« Contrairement à la France, où les populations d'origine étrangère appartiennent à des milieux sociaux très divers, les Pays-Bas ont surtout fait venir des gens pauvres, venant des zones rurales : des Turcs ou des Marocains, souvent analphabètes. Et les Néerlandais n'ont pas fait grand-chose, il faut le reconnaître, pour les aider à s'intégrer. Pendant des années, on les a laissés de côté. »*, remarque le professeur Afshin Ellian, de l'université de Leiden.

Theo Van Gogh a pris le risque de « jouer avec le feu », estime, dans son dernier billet paru dans l'hebdomadaire *Jeune Afrique l'Intelligent* et intitulé « Chronique d'une mort annoncée », le romancier Fouad Laroui, lui-même d'origine marocaine, installé à Amsterdam depuis plusieurs années.

L'argumentaire du professeur Ellian, ancien opposant au régime de l'ayatollah Khomeiny, est tout autre. *« S'il vous plaît, moquez-vous de l'islam ! »* lance-t-il dans un « appel aux intellectuels » paru samedi 6 novembre dans les colonnes du quotidien *Volkskrant*. Selon lui, c'est à l'Islam et à ses fidèles de s'adapter « à la modernité » et non l'inverse. *« Quand on pourra, à la télévision et sur les scènes de théâtre, plaisanter sur l'islam, quand les penseurs et les universitaires commenceront à traiter l'islam de manière plus critique, alors, et alors seulement, les musulmans apprendront la tolérance. »*, souligne M. Ellian.

« Theo Van Gogh ? Celui qui insultait les musulmans ? », répète l'un des jeunes Marocains abordés dimanche soir devant la mosquée El Tawheed, l'un des fiefs de l'islamisme radical d'Amsterdam selon la presse locale. *« Celui qui montrait des femmes nues, avec des phrases du Coran écrites sur la peau ? »*, insiste le jeune homme. *« Les frères l'avaient prévenu. Ils lui avaient dit de se taire. Mais il ne les a pas écoutés. »*, ajoute-t-il, le sourire mauvais, avant de s'éclipser vers le lieu de prières. *« Aux Pays-Bas, les musulmans ne sont pas aimés. »*, lâche un homme à longue barbe et forte carrure, habillé d'une parka et d'un sarouel blanc. Comme si cela résumait tout. Lui-même est un Néerlandais « de souche », mais il refuse de dire son nom. *« On dit que le meurtrier a fréquenté cette mosquée. Possible. Il a dû sûrement, aussi, acheter du pain chez le boulanger. Faut-il en conclure que le boulanger est complice de la mort de Van Gogh ? »*, s'amuse-t-il.

Quelques jours après l'assassinat du cinéaste, le quotidien populaire *De Telegraaf* a publié en première page les photos de personnalités désignées, dans l'une des lettres écrites par le meurtrier de Theo Van Gogh, comme les « cibles à abattre ». Parmi celles-ci, figurent la députée Ayaan Hirsi Ali mais aussi le maire d'Amsterdam, Job Cohen, et la ministre de l'Intégration, Rita Verdonk.

« Je ne crois pas que de vrais musulmans puissent faire ça », commente, au journal *Le Monde*, Amina, une mère de famille d'origine marocaine, venue, avec deux de ses amies, faire un tour à l'autel de la Linnaeustraat. *« Hier, je suis déjà venue. J'habite à côté. Les gens m'ont regardée de travers. Quelqu'un m'a même dit qu'il fallait que j'enlève mon foulard. »* Cela ne l'a pas découragée. *« Je comprends bien que les gens aient peur. Moi, je n'ai pas le même islam que les tueurs de Van Gogh, mais comment peuvent-ils le savoir ? Mes trois enfants sont nés ici. Et eux, je vous jure, ce sont des vrais Néerlandais. »*

En conséquence, la droite populiste gagne du terrain avec 20 % d'intentions de vote, mais l'extrême-droite reste minuscule. Le verrou qui maintient l'antisémitisme hors du consensus social reste toujours solide. Tandis que dans les entreprises, les travailleurs hollandais préoccupés par les mesures comme l'augmentation de l'âge de la retraite semblent peu concernés par la question immigrée, ni solidaires, ni hostiles.

ISLAM CONTRE OCCIDENT ?

L'islamisme politique tire sa force des reculs conjugués du nationalisme arabe dans le Maghreb et le Moyen-Orient et des organisations ouvrières dans les quartiers populaires des grandes métropoles européennes. Le nationalisme arabe teinté de socialisme à la sauce russe était venu au pouvoir en Égypte, en Algérie ainsi qu'en Syrie et en Iraq. Après avoir occupé la scène durant les années 1960 et 1970, influençant le mouvement palestinien, il n'a pas survécu à la disparition du parrain russe. Ses vestiges de gauche ont même été chassés par les dictatures au pouvoir – Algérie, Égypte – avec l'aide des groupes islamistes.

En Europe, particulièrement en France, les organisations ouvrières (partis, syndicats, groupes d'entraide) qui traditionnellement encadraient les immigrés (des militants d'origine polonaise, italienne, espagnole, algérienne ont joué un rôle important dans ces organisations), sont aujourd'hui quasiment absentes de la vie quotidienne des quartiers populaires. Les organisations politico-religieuses se sont engouffrées notamment par le biais d'œuvres caritatives et/ou culturelles.

Pour les islamistes politiques les plus conséquents, le but est clair. Il s'agit de mobiliser les populations de confession musulmane pour revendiquer un espace religieux autonome des États mécréants d'Occident où les lois coraniques puissent être appliquées dans leur intégralité à l'ensemble des croyants. Quelle que soit d'ailleurs la manière dont ces populations vivent ou pratiquent la religion. L'établissement d'une sorte d'État à côté de l'État représente donc leur finalité. Un État « implicite » doté du pouvoir de légiférer en matière de vie privée, de finance, d'éducation, de défense des croyants et de logement. Une autorité rassemblée autour des lieux de culte et dotée d'une force de frappe militaire avec ses propres milices chargées de faire respecter sa loi.

La revendication de cette sorte de droit à la sécession (à l'instar des premiers nationalistes noirs américains, dans les années 1920, qui visaient la création d'un État noir au Sud) ne va cependant pas jusqu'à renoncer aux avantages assurés par les vieux États occidentaux infidèles, tels la protection sociale ou le droit de séjour et de nationalité. Ceux-ci, et surtout les populations infidèles (qu'elles soient de « souche » ou pas), sont appelées à ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de la communauté musulmane et doivent faire preuve de grand respect vis-à-vis de son culte et de ses pratiques religieuses. Le tout peut (mais pas nécessairement) être assaisonné avec des apports idéologiques anti-impérialistes, anticolonialistes et en faveur des immigrés.

Dans l'affaire hollandaise, l'islam politique radical a atteint deux objectifs faire pression sur les États occidentaux et essayer de crisper les communautés musulmanes sur elles-mêmes. Et cela en exploitant, tout à la fois, la grande permissivité dont l'État hollandais traditionnellement fait preuve dans le domaine de la vie privée (drogues, sexualité, liberté d'expression, etc.), les difficultés d'insertion des immigrés (langue, racisme et formation) et l'intervention immédiate de l'extrême droite hollandaise, après l'assassinat de Theo Van Gogh, responsable d'attentats contre les mosquées et les écoles musulmanes. Une véritable guerre civile au sein du prolétariat entre fractions et communautés opposées n'est, à ce stade, pas inenvisageable, pour la plus grande joie des islamistes et des fascistes blancs.

Si une telle éventualité se produisait, il s'agirait d'une véritable catastrophe pour la cause de l'autonomie ouvrière dans un pays où, pendant la seconde guerre mondiale et l'occupation nazie, la classe ouvrière « hollandaise » de souche avait protégé efficacement sa fraction issue de la communauté juive. Enfin, le choix de la ville d'Amsterdam pour perpétrer ce crime n'est pas anodin. Le maire d'origine juive, Rob Cohen, est la cible aujourd'hui de critiques, certes minoritaires, tintées d'antisémitisme de la part aussi bien de l'extrême droite que des islamistes militants.

Nous écrivions à propos de la situation créée par les attentats du 11 septembre 2001 et par la conséquente réaction du dit monde libre aligné sur les États-Unis :

« Cette situation a contribué à la radicalisation de certaines parties des populations du Proche-Orient et d'Asie Centrale et a pris la forme d'une contestation empruntant de plus en plus ses armes politiques à l'Islam. Le drame est que cette idéologie éminemment réactionnaire - expression de la faillite des classes dominantes de ces régions à créer les bases économiques et sociales d'un capitalisme moderne - bien loin de fournir un cadre adéquat à la révolte légitime des opprimés, les enferme dans un combat suranné, dont le seul véritable but est de subordonner encore davantage l'ensemble des opprimés aux classes dominantes 'musulmanes'. Qu'y a-t-il de commun entre le jeune chômeur de Gaza ou d'Alger et les milliardaires du Golfe ou les dirigeants des États de la région, hormis leur appartenance religieuse ? Rien, bien évidemment. L'Islam ne sert ici qu'à créer une prétendue communauté d'intérêt entre oppresseurs et opprimés 'musulmans' dont le prolétariat de ces régions ne cesse de payer le prix. L'islamisme politique, substitut à la lutte de classes, a été choisi aussi par des fractions minoritaires de la jeunesse issue de l'immigration en Europe (France et Belgique en particulier). Ici, le ressentiment s'est nourri du chômage de masse et du racisme et s'est trouvé instrumentalisé par certains groupes religieux. La révolte légitime s'est ainsi trouvée enfermée dans le ghetto réactionnaire de l'islam, de l'Oumma (communauté des croyants), qui a contribué, au même titre que le racisme ambiant, à isoler les révoltés de la population ouvrière d'origine européenne. Situation qui fait finalement le jeu de tous ceux, les gouvernements et leurs maîtres patrons, qui ont intérêt à la division des exploités. » Nous confirmons pleinement ces analyses et jugements.

Ainsi, il est du devoir des communistes de combattre l'islamisme comme l'une des expressions réactionnaires et anti-ouvrières de cette société. *« La détresse religieuse est, pour une part, l'expression de la détresse réelle et, pour une autre, la protestation contre la détresse réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est l'opium du peuple. L'abolition de la religion en tant que bonheur illusoire du peuple est l'exigence que formule son bonheur réel. »* (Karl Marx, *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, 1843).

QUELLES RÉPONSES COMMUNISTES ?

L'effet à court terme de cet attentat sur la population hollandaise en général et, plus particulièrement, sur la conscience de la classe ouvrière (qui a récemment mené des grèves importantes contre les mesures gouvernementales visant à diminuer le montant des retraites, à allonger la durée du travail, à restreindre les droits des comités d'entreprise, etc.) est des plus néfastes. Il s'agit d'une terrible défaite anesthésiante. La seule issue viable serait que la classe ouvrière et spécialement sa fraction immigrée se charge directement de régler leur compte aussi bien aux nazis islamistes qu'aux défenseurs de la « race blanche ». Malheureusement, cette solution n'est guère envisagée par la classe exploitée de ce pays, ne laissant la place, à courte échéance, qu'à la nécessaire activité de propagande communiste et anticléricale et à l'organisation de réponses militantes au coup par coup aux agressions commises par les différentes composantes - extrêmes ou pas - des classes dominantes.

Pour notre part, nous estimons de la plus grande importance de rappeler les points fermes de la théorie communiste, notamment en matière de libertés individuelles. Étant établi que nous revendiquons la liberté la plus complète de circulation et de déplacement des êtres humains, indépendamment de toute considération sur les compatibilités économiques, culturelles, religieuses, sexuelles et autres, notre position sur le droit le plus complet aux migrations ne sous-tend aucunement une quelconque faiblesse et complicité à l'égard des nombreuses idéologies réactionnaires dont les prolétaires d'ici ou d'ailleurs seraient porteurs conscients ou inconscients.

La « tradition », les religions et les mœurs particulières des peuples (spécialement en matière de famille, de relations entre hommes et femmes et entre jeunes et anciens), y compris de ceux qui ont été ou sont opprimés pour cela, sont le plus souvent des expressions de la domination idéologique des exploités par les classes dominantes. Et nous y incluons celles qui ont déjà dû céder leur place privilégiée à d'autres classes dominantes, plus modernes et conformes à la dictature planétaire du mode de production capitaliste.

« *L'oppression économique qui pèse sur les ouvriers, provoque et engendre inévitablement sous diverses formes l'oppression politique, l'abaissement social, l'abrutissement et la dégradation de la vie intellectuelle et morale des masses. Les ouvriers peuvent obtenir une liberté politique plus ou moins grande afin de lutter pour leur affranchissement économique, mais aucune liberté ne les débarrassera de la misère, du chômage et de l'oppression tant que le pouvoir du capital ne sera pas aboli. La religion est un des aspects de l'oppression spirituelle qui accable toujours et partout les masses populaires, écrasées par un travail perpétuel au profit d'autrui, par la misère et l'isolement. La foi en une vie meilleure dans l'au-delà naît tout aussi inévitablement de l'impuissance des classes exploitées dans leur lutte contre les exploités que la croyance aux dieux, aux diables, aux miracles naît de l'impuissance du sauvage dans sa lutte contre la nature. À ceux qui peinent toute leur vie dans la misère, la religion enseigne la patience et la résignation ici-bas, en les berçant de l'espoir d'une récompense céleste. Quant à ceux qui vivent du travail d'autrui, la religion leur enseigne la bienfaisance ici-bas, leur offrant ainsi une facile justification de leur existence d'exploiteurs et leur vendant à bon compte des billets donnant accès à la félicité divine. La religion est l'opium du peuple. La religion est une espèce d'alcool spirituel dans lequel les esclaves du capital noient leur image humaine et leur revendication d'une existence tant soit peu digne de l'homme* » (Lénine, *Socialisme et religion*, 3 décembre 1905).

Concernant la religion, toutes les religions – que nous combattons âprement en tant qu'assommoir social de tout premier choix –, nous défendons néanmoins la possibilité de chacun de ne pas être persécuté en fonction de ses croyances tant qu'elles ne s'expriment pas dans la vie en société pour régenter la vie et les comportements des autres, revêtant ainsi un rôle contre-révolutionnaire.

Ainsi nous combattons toute restriction à la liberté d'expression d'inclinaisons personnelles. Nous nous opposons à toutes les polices de la pensée ou des modes de vie.

« *La religion doit être déclarée affaire privée ; c'est ainsi qu'on définit ordinairement l'attitude des socialistes à l'égard de la religion. Mais il importe de déterminer exactement la signification de ces mots, afin d'éviter tout malentendu. Nous exigeons que la religion soit une affaire privée vis-à-vis de l'État, mais nous ne pouvons en aucune façon considérer la religion comme une affaire privée en ce qui concerne notre propre Parti. L'État ne doit pas se mêler de religion, les sociétés religieuses ne doivent pas être liées au pouvoir d'État. Chacun doit être parfaitement libre de professer n'importe quelle religion ou de n'en reconnaître aucune, c'est à dire d'être athée, comme le sont généralement les socialistes. Aucune différence de droits civiques motivée par des croyances religieuses ne doit être tolérée. Toute mention de la confession des citoyens dans les papiers officiels doit être incontestablement supprimée. L'État ne doit accorder aucune subvention ni à l'Église ni aux associations confessionnelles ou religieuses, qui doivent devenir des associations de citoyens coreligionnaires, entièrement libres et indépendantes à l'égard du pouvoir. Seule la réalisation totale de ces revendications peut mettre fin à ce passé honteux et maudit où l'Église était asservie à l'État, les citoyens russes étant à leur tour asservis à l'Église d'État, où existaient et étaient appliquées des lois inquisitoriales moyenâgeuses (maintenues jusqu'à ce jour dans nos dispositions légales), qui persécutaient la croyance ou l'incroyance, violaient la conscience et faisaient dépendre les promotions et les rémunérations officielles de la distribution de tel ou tel élixir clérical. La séparation complète de l'Église et de l'État, telle est la revendication du prolétariat socialiste à l'égard de l'État et de l'Église modernes* » (Lénine, *Socialisme et religion*, 3 décembre 1905).

Cette approche s'explique par la conviction que ces idées fausses seront finalement éradiquées par le développement et l'établissement de la communauté réelle du genre humain, rendue possible par une transition dominée par le prolétariat révolutionnaire organisé en classe dominante.

« *La plus grande et la pire des erreurs que puisse commettre un marxiste serait de croire que les masses populaires, fortes de nombreux millions d'êtres humains (et surtout la masse des paysans et des artisans), vouées par la société moderne aux ténèbres, à l'ignorance et aux préjugés, ne puissent sortir de ces ténèbres que par la voie directe d'une instruction purement marxiste. Il est indispensable de fournir à ces masses les matériaux les plus variés de propagande athée, de les initier aux faits pris dans les domaines les plus divers de la vie, de les aborder de toutes les manières pour les intéresser, les tirer de leur sommeil religieux, les secouer à fond par tous les moyens, etc.* » (Lénine, *La portée du matérialisme militant*, 12 mars 1922).

Le combat contre les idées obscurantistes des cléricaux devient encore plus précis et déterminant lorsqu'on a à faire à des prolétaires révolutionnaires.

« Par rapport au parti du prolétariat socialiste, la religion n'est pas une affaire privée. Notre Parti est une association de militants conscients d'avant-garde, combattant pour l'émancipation de la classe ouvrière. Cette association ne peut pas et ne doit pas rester indifférente à l'inconscience, à l'ignorance ou à l'obscurantisme revêtant la forme de croyances religieuses. Nous réclamons la séparation complète de l'Église et de l'État afin de combattre le brouillard de la religion avec des armes purement et exclusivement idéologiques : notre presse, notre propagande. Mais notre association, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, lors de sa fondation, s'est donné pour but, entre autres, de combattre tout abêtissement religieux des ouvriers. Pour nous, la lutte des idées n'est pas une affaire privée ; elle intéresse tout le Parti, tout le prolétariat » (Lénine, *Socialisme et religion*, 3 décembre 1905).

Et encore :

« Notre propagande comprend nécessairement celle de l'athéisme ; et la publication à cette fin d'une littérature scientifique que le régime autocratique et féodal a proscrite et poursuivie sévèrement jusqu'à ce jour doit devenir maintenant une des branches de l'activité de notre Parti. Nous aurons probablement à suivre le conseil qu'Engels donna un jour aux socialistes allemands : traduire et répandre parmi les masses la littérature française du XVIIIe siècle athée et démystifiante. Mais en aucun cas, nous devons nous fourvoyer dans les abstractions idéalistes de ceux qui posent le problème religieux en termes de "raison pure", en dehors de la lutte de classe, comme font souvent les démocrates radicaux issus de la bourgeoisie. Il serait absurde de croire que, dans une société fondée sur l'oppression sans bornes et l'abrutissement des masses ouvrières, les préjugés religieux puissent être dissipés par la seule propagande. Oublier que l'oppression religieuse de l'humanité n'est que le produit et le reflet de l'oppression économique au sein de la société serait faire preuve de médiocrité bourgeoise. Ni les livres ni la propagande n'éclaireront le prolétariat s'il n'est pas éclairé par la lutte qu'il soutient lui-même contre les forces ténébreuses du capitalisme. L'unité de cette lutte réellement révolutionnaire de la classe opprimée combattant pour se créer un paradis sur la terre nous importe plus que l'unité d'opinion des prolétaires sur le paradis du ciel. Voilà pourquoi, dans notre programme, nous ne proclamons pas et nous ne devons pas proclamer notre athéisme ; voilà pourquoi nous n'interdisons pas et ne devons pas interdire aux prolétaires, qui ont conservé tels ou tels restes de leurs anciens préjugés, de se rapprocher de notre Parti. Nous préconiserons toujours la conception scientifique du monde ; il est indispensable que nous luttons contre l'inconséquence de certains 'chrétiens', mais cela ne veut pas du tout dire qu'il faille mettre la question religieuse au premier plan, place qui ne lui appartient pas ; qu'il faille laisser diviser les forces engagées dans la lutte politique et économique véritablement révolutionnaire au nom d'opinions de troisième ordre ou de chimères, qui perdent rapidement toute valeur politique et sont très vite reléguées à la chambre de débarras, par le cours même de l'évolution économique. » (Lénine, *Socialisme et religion*, 3 décembre 1905).

En résumé, comme le synthétisait Karl Marx dans la *Question juive* (1843), éviter que des prolétaires se divisent et s'opposent au nom de leurs dieux respectifs passe, purement et simplement, par « la suppression de la religion ». « Comment rend-on impossible une opposition religieuse ? En supprimant la religion. Dès que le Juif et le chrétien ne verront plus, dans leurs religions respectives, que divers degrés de développement de l'esprit humain, des 'peaux de serpent' dépouillées par le serpent qu'est l'homme, ils ne se trouveront plus dans une opposition religieuse, mais dans un rapport purement critique, scientifique, humain. » Il va de soi que nous mettons dans le même panier toutes les religions, islam compris. La pseudo solution préconisée par certains représentants de l'exécutif français, dont avant tout Nicolas Sarkozy, qui consiste à promouvoir l'intégration à l'État des différentes chapelles, dans la droite ligne de l'assimilation culturelle, comportementale et idéologique des immigrés et des minorités en tous genres, n'a réellement de sens qu'en vue d'élargir la base électorale de ses concepteurs.

CRITIQUE IMPLACABLE DES NOUVEAUX SOUTENEURS DES CLÉRICAUX

Dans les conditions actuelles du combat des idées contre la canaille cléricale, qu'elle soit chrétienne, islamique, judaïque ou autre, une place de choix doit être réservée à la dénonciation de leurs nouveaux complices (inconscients ou pas, peu importe) qui se trouvent parmi les tiers-mondistes, gauchistes et autres altermondialistes et, dans tous les pays, se font les compagnons de route des nazis islamistes.

Du SWP anglais qui a soutenu aux élections un député travailliste exclu en novembre 2003 du *Labour Party* pour avoir vécu pendant des années des subventions des Émirats, de l'Arabie Saoudite, etc. et avoir rencontré des dizaines de fois son copain Saddam Hussein. George Galloway, ce député chéri par le SWP et par presque toute la gauche de la gauche, a cyniquement expliqué « *qu'il avait des besoins matériels et que son indemnité de parlementaire ne lui suffisait pas* ». Ce soutien n'est pas un accident de la principale organisation trotskiste d'outre-Manche.

À Preston, le candidat du SWP, aux élections municipales, s'est fait élire, en s'en félicitant, avec les voix du candidat islamique ! Un clerc islamiste très en vogue, Tarik Ramadan, a été invité en véritable vedette américaine, au dernier forum social européen qui s'est tenu à Londres en octobre. À cette occasion, les islamistes y ont pu tenir leurs stands et propager leurs idées réactionnaires.

En Belgique, lors d'un match de football entre une équipe de Haeren contre l'équipe d'origine juive du Macabi, on a entendu crier : « *Hamas, Hamas, passons tous les Juifs au gaz !* », ainsi que plusieurs chants et saluts nazis. La direction du nouveau parti islamiste local, anciennement laïque et pan-arabique, la Ligue arabe européenne (LAE), a expliqué qu'ils pensaient que ce slogan n'était « *pas très efficace* », mais que cela ne leur semblait pas important. De leur côté, les gauchistes d'outre-Quévrain considèrent ces propos antisémites comme secondaires et visent l'intensification de la coopération avec la LAE.

Il est à rappeler que cette Ligue avait des listes électorales à Bruxelles et Anvers, communes avec le parti stalino-nationaliste du PTB (Parti du Travail de Belgique). Ce même parti (PTB) considère ces propos antisémites comme secondaires et lors des manifestations contre la guerre du Golfe laissait crier dans ses rangs le mot d'ordre « *Allah akbhar !* ». Conséquence : en marge de la manifestation pro-palestinienne et antisémite qui s'est déroulée à Anvers en février 2003, se sont produites des ratonnades antijuives, tout comme à Amsterdam, en avril 2002.

En France, les gauchistes hexagonaux, toutes tendances confondues, se sont bien gardés d'expulser les soutiens à Saddam Hussein des nombreuses manifestations anti-guerre. Ils ont ainsi défilé sans se démarquer aux côtés des porteurs de portraits du dictateur irakien. Leur soutien à la dite résistance irakienne fait fi de la barbarie obscurantiste dont elle émane en grande partie. Comment peut-on apporter son soutien aux défenseurs de la Charia, des égorgements filmés, de l'oppression des femmes et de toute composante de la société irakienne non assimilable à l'islam ou, plus précisément, aux différents islams qui s'affrontent dans le pays ?

Comment ose-t-on passer sous silence les horribles exactions commises par la dite résistance à l'égard de la population irakienne et d'otages inermes alors qu'on s'acharne uniquement sur les actes barbares réalisés par les troupes d'occupation ?

Non, nous n'avons pas à soutenir les impérialismes, qu'ils soient grands ou petits, déployés ou embryonnaires, mûrs ou en voie de développement, démocratiques ou dictatoriaux, laïques ou cléricaux. Nous n'avons pas non plus à défendre les États, tous les États, ni les mouvements qui aspirent à en établir des nouveaux. C'est dans la nature de tout État d'être impérialiste, de vouloir étendre sa domination par-delà ses frontières, de s'assurer à meilleur prix des ressources minières, énergétiques ou alimentaires que ses concurrents ou d'obtenir des marchés protégés, avec ou sans utilisation de la force militaire.

La distinction opérée par les gauchistes de tous bords entre États agresseurs et États opprimés sert à justifier des alliances contre nature entre certaines fractions du prolétariat mondial et leurs propres bourreaux, dans la mesure où ceux-ci sont à leur tour la cible d'attaques de la part de plus grands qu'eux. Par-delà leurs explications alambiquées, à l'instar de leurs aïeuls staliniens, les gauchistes prônent aujourd'hui l'union sacrée entre prolétariat irakien, ses anciens maîtres sanguinaires ou/et ses nouveaux croisés de l'Islam. La polarisation pro-islamisme/anti-islamisme a en fait la même fonction anti-prolétarienne que celle, plus datée, fascisme/antifascisme démocratique. Ainsi, au nom de la défense des opprimés musulmans de là-bas et d'ici, ils passent de la critique (certes incomplète) de toutes les religions à la défense d'une seule, celle de Mahomet.

« *Plus l'homme met de choses en Dieu, moins il en garde en lui-même* » (Karl Marx, *Manuscrits de 1844, Premier manuscrit*).

Paris Bruxelles, le 20 novembre 2004

Pour toute correspondance écrire, sans autre mention, à : BP 380, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique.
Consulter le site Internet de Mouvement Communiste : www.mouvement-communiste.com